

# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 9 février 2023

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°11

### CADRE DE VIE

- Permis de louer  
- Convention relative à  
l'échange de données avec la  
Caisse d'Allocations  
Familiales (C.A.F) de la Loire  
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 30 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET , Mme Corinne TRONCY, Mme Catherine DUFOSSÉ, M. Gilles PASSOT, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Romain BOST, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, M. Christophe PION, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, M. Andrea IACOVELLA

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* M. Guy SERGENTON

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

M. Fabien LAMBERT à Mme Corinne TRONCY, Mme Fanny FESNOUX à Mme Valérie PROST MALLET, M. Christian DORANGE à M. Lucien MURZI, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU à M. Romain BOST, Mme Jade PETIT à M. Edmond BOURGEON, M. Quentin GUILLERMIN à M. Gilles PASSOT, M. Estéban PIAT à Mme Sabine VERMOREL, M. Franck BEYSSON à M. Bernard GERBOT, Mme Marie-Hélène RIAMON à Mme Brigitte DUMOULIN

*Absents sans mandat :*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20230209-09FEVN11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/02/2023

Affichage : 15/02/2023

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Mme Clotilde ROBIN, Première Adjointe, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La lutte contre l'habitat indigne constitue un véritable enjeu pour le territoire communal, et la Ville de Roanne mène une politique d'actions diversifiées et complémentaires depuis de nombreuses années dans ce domaine.

Le dispositif « permis de louer » est un des outils qui permet d'agir contre l'habitat indigne, en lien avec les partenaires institutionnels tels que les services de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.).

Pour rappel, la Branche Famille de la C.A.F. est un acteur essentiel des politiques de logement et assure le versement des aides au logement.

Le fait de percevoir une aide au logement implique un droit corollaire : celui d'habiter dans un logement répondant aux normes de décence.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (S.C.H.S.) de la Ville de Roanne est, par convention, habilité par la C.A.F., à réaliser des diagnostics de non-décence, ce qui permet d'activer le levier de la consignation des aides au logement le cas échéant.

Depuis plus de 3 ans, le Service Communal d'hygiène et de Santé de la Ville de Roanne instruit plus de 900 demandes d'autorisation préalable de mise en location par an.

Il est apparu néanmoins qu'un certain nombre de bailleurs ne déposait pas les demandes d'autorisation préalable de mise en location, par ignorance, négligence ou volonté délibérée. Le S.C.H.S. a pu ainsi rappeler à plusieurs propriétaires indécents leurs obligations administratives, légales et initier le traitement des logements.

En 2022, a été signée une première convention d'échanges de données entre les services de la C.A.F. et de la Ville de Roanne, afin d'optimiser encore le repérage des logements indignes ou indécents et de permettre un traitement équitable des bailleurs.

Cette première convention a permis d'organiser la transmission des données partenariales, afin de vérifier si les propriétaires ayant conventionné avec la C.A.F. ont bien transmis les demandes au titre du permis de louer.

Il a ainsi pu être identifié une centaine de situations depuis l'été 2022, pour lesquelles les bailleurs n'avaient pas satisfait à leurs obligations, ces derniers ayant été enjoints à régulariser la situation.

A ce jour, près de 10 % des dossiers ont déjà été régularisés, d'autres sont en cours, des investigations plus poussées sont et seront mises en œuvre pour cibler les bailleurs indécents cherchant à échapper au dispositif.

Cette première convention avait une durée limitée à l'année 2022, l'objet de la présente délibération est de proposer la poursuite de cet échange de données, dans le respect de la protection des données.

La signature d'une nouvelle convention, de 2023 à 2027, sur le périmètre permis de louer actuellement défini, est donc proposée.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le principe de la poursuite de ces échanges de données avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Loire ;
- examiner et approuver la convention à intervenir avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Loire relative à l'échange de données dans le cadre de l'instauration du permis de louer en application des articles 92 et 93 de la loi ALUR ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

ROANNE, le 15 FEV. 2023

Le Secrétaire de séance,

**M. Guy SERGENTON**

Le Maire,



**Yves NICOLIN**

Président de Roannais Agglomération